Ce que je vais apporter à cette réunion, c'est une bouffée d'air chaud, car elle vient d'Afrique. On peut se poser la question si, parmi les sujets présentés ici sur les problèmes économiques de l'assainissement pluvial en France (un peu aussi en Angleterre ou en Allemagne) et donc en pays riche, mon propos sur l'Afrique n'est pas trop insolite.

En effet, c'est loin l'Afrique.... J'ai cru néanmoins comprendre qu'aux yeux des organisateurs de la présente session ce "flash Afrique" était susceptible d'apporter à travers les attitudes et les priorités des "plus pauvres que nous" une réflexion nouvelle sur la hiérarchisation de nos dépenses dans ce domaine. Evidemment, ce n'est pas le même langage en Afrique qu'en France. Le fonctionnaire de BAMAKO qui vous dit : "Quand il y a un orage, ma rue est inondée, mais ce n'est pas grave car 2 heures après je peux rentrer chez moi" vous fait réfléchir.

Les inondations importantes à Ariana en Avril 1988 (commune du Grand Tunis) pourtant pourvue de canaux et bassins d'écroulement récents, uniquement du fait d'un mauvais entretien (c'était une pluie tardive, on ne l'attendait plus) vous font réfléchir. Cela arrive en Afrique et pas ici.

Et il faut reconnaître que l'on n'a pas assez réfléchi jusqu'à maintenant sur l'hydrologie urbaine en Afrique. Quand je dis "on" je parle des bureaux d'études le plus souvent étrangers, mais également locaux qui, depuis 15 ou 20 ans y font des projets d'assainissement.

Mais d'autre part on peut se "consoler" ; en effet, la très grande majorité des projets que j'ai consultés, parfois très anciens et prévus pour résoudre des situations dites "urgentes" n'ont jamais été réalisés. Les gros dossiers correspondants ne font que remplir les armoires des responsables.

A ma question répétée : Pourquoi ? Les réponses tournent invariablement autour de : "c'était trop cher", "on n'a pas eu l'argent", "ce n'était pas prioritaire pour nous" ... Vous voyez bien que l'Afrique, ce n'est pas la France. Et je pense à une discussion que j'ai eue hier avec M. DEUTSCH, de retour de Ouagadougou, qui disait "nous sommes des sortes de martiens pour ces pays-là", avec nos problèmes d'assainissement, en général, et d'eaux pluviales en particulier. Leur problème, c'est la farine, le pain, pas l'eau pluviale. Mais les banques mondiales continuent à financer les études qui ne sont pas chères, mais on ne peut jamais réunir l'argent pour réaliser les travaux.

C'est peut être heureux, car elles contiennent beaucoup de sottises, telles que la pluie de Paris Montsouris utilisée à Ouarzazate, en région saharienne du Maroc...

Exposé de Madame A. MARES

COYNE et BELLIER-TRACTEBEL Paris

FLASH SUR LES PROBLEMES ECONOMIQUES DE L'HYDROLOGIE URBAINE EN AFRIQUE

Quels projets sont réalisés ?

Assez peu par rapport aux nombres d'études effectuées. Selon mes constatations, un projet d'assainissement (et surtout pluvial) a des chances d'aboutir en Afrique uniquement si les deux conditions suivantes sont remplies :

1. Les inondations touchent des zones économiquement très névralgiques telles que :

- o centre ville de type européen avec hôtels, restaurants, commerces, administrations, (ex : Casablanca, Tunis, Agadir, Tanger qui sont des villes "à l'européenne"),
- o zones de tourisme occupées en saison humide (comme par ex. à Agadir),
- o zones industrielles où les dégâts peuvent être importants (dépôts, stockages divers).

2. Il existe une volonté politique puissante pour soutenir la réalisation du projet.

Si ces deux conditions sont remplies, l'expérience montre que l'argent est trouvé, les structures adaptées sont créées, les hommes sont trouvés et formés.

Cas du Grand Tunis :

L'exemple qui confirme ce que je viens de dire est celui du Grand Tunis, où les deux conditions ci-dessus étaient réunies dès le début des années 1970 :

- o d'une part les pluies torrentielles de 1969 et 1973 avaient mis le centre ville sous 60 à 100 cm de boues noirâtres et malodorantes (j'y étais en mars 1973),
- o d'autre part le Président (c'était BOURGUIBA) avait déclaré publiquement qu'il s'engageait personnellement dans les actions de transformation du lac de Tunis (milieu récepteur de la ville) du cloaque pestilentiel qu'il était à cette époque en un plan d'eau convenable. C'était difficile

car ce lac est une feuille d'eau de 10 km de long et de large, et de 50 cm de profondeur. On ne peut pas en faire le lac Lemane. Et ainsi, l'argent pour les études et les travaux a été trouvé (en majorité la Banque Mondiale), une structure adaptée, l'Office National d'Assainissement (ONAS) a été créée - elle couvre ce seul problème mais pour la totalité du territoire national. Enfin des hommes ont été formés, pour la surveillance des travaux et l'exploitation des ouvrages. C'est le seul pays où je connaisse une structure spécifique à l'assainissement.

A l'heure actuelle des stages pour les ingénieurs des autres pays d'Afrique sont organisés à Tunis (exemple : stage CEFIGRE en 1988) et un ingénieur marocain qui y a participé, m'a confié : "ils ont au moins 15 ans d'avance sur nous".

L'étude de faisabilité du Grand Tunis à laquelle j'ai eu la chance de participer, a fait ressortir par la comparaison de diverses variantes que les solutions les plus économiques sont celles où les quelques règles de bon sens suivantes ont été appliquées :

- o intervenir le moins possible sur le réseau existant unitaire du centre ville sauf pour sa réhabilitation, l'idée de séparer les réseaux dans les vieux centres villes représente des travaux sinon insurmontables, du moins certainement inutiles et très coûteux,
- o faire traverser le moins possible (de préférence pas du tout) le centre ville par des collecteurs en provenance de zones périphériques ou d'extension,
- o adopter pour toutes les zones d'habitat (à l'exception peut être de l'habitat traditionnel) non encore desservies et pour les zones d'extension le système séparatif avec des canaux couplés à des bassins d'écroulement pour les eaux pluviales.

Un programme de minimisation du coût total de la série de couples canal-bassin des grands ouvrages par programmation dynamique a été mis au point.

Avec nos yeux d'aujourd'hui, il manquait à ce programme :

- o la prise en compte des coûts d'exploitation,
- o pour certains cas, la prise en compte de l'échelonnement des travaux dans le temps.

A ces règles de bon sens s'est ajoutée une solution originale, l'introduction d'une coupure entre les réseaux de la ville basse et le lac par la construction d'un canal de stockage-transport qui reçoit les déversements d'orage du centre ville, et les eaux de pluie de certains quartiers traités en séparatif. Comme il s'agit d'un ouvrage assez

exceptionnel qui, peut être, ne sera jamais reproduit, je ne vais pas m'étendre sur son rôle et son fonctionnement.

J'arrête d'ailleurs ici la présentation de l'exemple de Tunis, en ajoutant quand même que les travaux des différentes tranches ont suivi pratiquement à la lettre la solution de l'étude de faisabilité. Elle était faite pour l'horizon 1988 et maintenant l'ONAS a obtenu le financement pour les études de l'avenir.

Mais quittons le cas particulier de Tunis et revenons au cadre plus général de l'Afrique.

Fréquence d'inondation :

Je commencerai par le problème de fond qui est celui de la définition de l'inondation économiquement et socialement acceptable dans les différents types de quartier.

Je précise, entre parenthèses, que la partie de l'Afrique que je connais le mieux (l'Afrique du Nord) se trouve en zone semi-aride avec des pluies de forte intensité mais peu nombreuses et concentrées sur 5 à 6 mois (30 jours par an à Agadir).

Il est inutile de chercher en Afrique une réponse sur l'inondation acceptable dans des données quantitatives (dommages causés par différentes pluies) car elles n'existent pas ou dans des enquêtes sociologiques qui n'existent pas non plus. D'ailleurs si des enquêtes existaient on n'en tirerait pas grand-chose. Que font alors les Ingénieurs ?

Toutes les études que j'ai pu consulter ont été basées sur des fréquences, parfois même des courbes IDF, utilisées dans les pays d'origine des Ingénieurs-Conseils, avec parfois des coefficients minorateurs de 0,8 ou 0,9 (allez voir comment ils ont été choisis !). Les études des bureaux locaux dans les pays francophones se servent le plus souvent des abaques de CAQUOT (je les ai trouvés dans le projet pour Ouazazate!)

Je pense qu'on peut quand même faire autre chose, faire mieux.

La méthode que je propose paraît assez simple mais je dois reconnaître qu'elle est responsabilisante. Le recours à ces abaques, à des règles étrangères est toujours impressionnant auprès du client.

Je propose d'abord de fermer les livres et les réglementations des pays riches et les remplacer par le bon sens et la réflexion personnelle. Je propose ensuite des discussions avec les responsables locaux et les habitants des quartiers. Je propose enfin des promenades répétées dans la ville sous

la pluie ou tout de suite après la pluie. Ensuite, on sera en situation de décider.

Et bien oui, on doit d'abord connaître et ensuite comprendre, mais en même temps on aura appris.

C'est vrai avec cette méthode on n'est couvert par aucun bouquin ou réglementation.

La conclusion sera probablement proche de celle entrevue au début du présent flash :

- o il faudra protéger "presque comme en Europe" les zones économiquement très névralgiques,
- o on pourra s'arrêter à une protection faible (par exemple la pluie annuelle) pour les zones où "ce n'est pas grave".

De toute manière, si les solutions proposées sont trop coûteuses, elles ont de grandes chances de ne jamais voir le jour. Il me semble d'ailleurs que l'inondation ne devrait pas être définie par sa seule fréquence mais aussi, et peut-être surtout, par sa durée sur le terrain, indicateur plus pertinent.

Les terrains qui ont de mauvaises évacuations (par exemple terrains plats en bord de mer) et qui peuvent rester inondés pendant des journées entières voir 5 à 6 jours, bien après la fin de la pluie, posent évidemment un autre problème que celui de sa seule fréquence d'inondation.

Par ailleurs les rues en pente peuvent être laissées" même sans ouvrages d'eaux pluviales et ce n'est qu'en bas de pente que les eaux devront être interceptées. A la limite c'est mieux que de mettre dans ces rues en pente des collecteurs unitaires, ou pluviaux sous-dimensionnés ou souvent bouchés. Les débits pluviaux mettent alors en charge les collecteurs et font sauter les tampons des regards et inonder les rues par un mouvement du bas vers le haut avec des mélanges malodorants (cas constaté personnellement à Tanger).

Je voudrais maintenant aborder d'une manière très succincte un problème général, hélas ! souvent absent des études faites pour l'Afrique; je veux parler du problème de la protection de la ville dans son ensemble.

La plupart des villes africaines (comme partout ailleurs) ont commencé par occuper les zones plates littorales ou les plaines des fleuves.

Elles se sont ensuite développées sur des collines qui les entouraient, mais il reste dans la plupart des cas dans leur bassin versant des zones pentues assez importantes non urbanisées, dont le ruissellement converge vers la ville, c'est le cas à Agadir,

à Tanger. Il faut donc prévoir des mesures pour protéger les villes des apports périurbains.

Les solutions qui semblent les plus adaptées sont :

- o ceinturage par fossé (canal) qui assure le transport et éventuellement le stockage et qui dirige les eaux ruisselées vers les oueds les plus proches,
- o bassins d'écrolement à chaque thalweg avec envoi du débit régulé dans les oued ou les ouvrages aval.

Pour quelles pluies faut-il protéger la ville ? Ceci dépend ici aussi du risque acceptable par les quartiers situés à l'aval.

Exploitation :

Je ne peux pas finir ce court exposé sans attirer l'attention sur les problèmes posés par l'entretien et l'exploitation des ouvrages. Les difficultés, voire les réelles carences dans ce domaine, font que beaucoup d'investissements restent inefficaces.

Je peux vous donner de multiples exemples de stations de pompage qui ne fonctionnent plus (les électro-pompes ont d'ailleurs été volées), de canaux complètement engorgés par des ordures, des carcasses de voitures ou la végétation, des réseaux remplis de gravats jusqu'aux tampons de regards.

Si les Africains doivent certainement faire un effort dans ce domaine, nous devons aussi nous poser en permanence la question : est-ce qu'on a pensé assez à ce que, eux, peuvent ou pourront faire à court terme pour entretenir les ouvrages qu'on leur propose ? Est-ce qu'on arrive vraiment à se mettre à leur place ? Les solutions que nous leur offrons sont si rarement pensées pour eux.

Un exemple dans un domaine voisin vous savez tous comment sont faites les tranchées en rocher en France. Mais savez-vous comment elles sont faites au Mali ? Et bien c'est simplement à la pioche.

Je pense que le problème de l'exploitation des ouvrages d'assainissement pluvial ne sera résolu que à l'endroit et au moment où les deux conditions qui ont été nécessaires pour l'investissement seront encore une fois réunies, c'est à dire l'existence de zones névralgiques en même temps qu'une volonté politique de limiter les inondations dans ces zones.

A la demande de M. RENARD, je compléterai ce flash par l'évocation de quelques aspects :

Aspects économiques :

Si l'on peut dire en lignes générales que les canaux et dalots coûtent en investissement de l'ordre de 2 à 4 fois moins cher que les collecteurs enterrés transportant le même débit, on ne peut vraiment pas s'arrêter là et ceci pour des raisons multiples, parmi lesquelles les plus importantes sont :

- o la souplesse des canaux et dalots qui permettent facilement l'augmentation de leur section au cas où des zones nouvelles leur sont attribuées,
- o le problème de place au sol qu'il faut trouver pour les canaux. Souvent le coût du terrain doit être inclus.
- o une comparaison qui, selon mes informations, n'a jamais été faite entre la série optimisée collecteurs-bassins et la série optimisée canaux-bassins.
- o la prise en compte obligatoire du coût de l'exploitation dans cette comparaison.

En fait on ne connaît pas encore les coûts d'une exploitation efficace des bassins et des canaux comprenant : gardiennage (primordial pour éviter le dépôt des déchets), faucardage, élimination des branchements d'eaux usées, débouchage de l'organe de sortie, enlèvement des boues, etc...

A partir de cas concrets, tels celui de Tunis, assez récent (4 à 5 ans), il faudra commencer à estimer ces coûts pour pouvoir en tenir compte.

Transfert d'informations entre pays développés et pays d'Afrique :

Il me semble que le transfert d'informations entre pays riches et pays d'Afrique tel

qu'il a été généralement appliqué par les bureaux d'étude a été en partie un non-sens. Pourquoi ? Parce qu'on apprenait aux associés locaux nos méthodes et nos routines, telles qu'elles sont préconisées dans nos livres techniques, faits pour nos villes.

Je vais vous donner l'exemple, dans un domaine voisin (eau potable et eaux usées) d'une méthode mise au point pour l'étude du Grand Tunis, donc il y a 15 ans. Il s'agit de l'estimation des besoins en eau à l'intérieur d'une ville, dans chaque quartier.

Tous les livres, donc tous les bureaux d'étude, partent de l'habitant desservi. C'est valable peut être pour Paris ou Strasbourg où les habitants ont des consommations unitaires voisines (à environ 10 %) et où les recensements sont fréquents.

Mais en Afrique, la consommation unitaire de l'habitant varie de 20 l/j dans l'habitat modeste à 400 l/j dans les villas luxueuses et les recensements sont aussi rares que peu fiables. Cela oblige les bureaux les plus sérieux à faire de multiples acrobaties pour estimer le nombre d'habitants desservis d'un quartier, parfois à partir de recensements datant de plus de 15 ans, de voir quelle est leur consommation unitaire, d'estimer l'évolution de leur taux de desserte, la densification du quartier, etc...

Il s'agit de vraies contorsions pour aboutir à des débits aux noeuds qui, dans ces conditions, sont souvent loin de la réalité. La méthode que nous avons mise au point en analysant les données existantes d'une manière nouvelle a été appliquée avec succès pour le Grand Tunis et le Grand Santiago et est en cours d'être appliquée pour Tanger. Elle ne part pas de l'habitant mais de l'hectare loti (comme pour les zones industrielles, d'ailleurs).

Du fait que, dans les villes des pays en développement, les densités de population sont généralement inversement proportionnelles aux consommations unitaires, on peut trouver un nombre très limité de zones à consommation quasi-identique à l'hectare (à environ 10 %). Il y avait 3 zones au Grand Tunis (1 million d'hab.) avec des consommations de 20, 40 et 100 m³/j/ha, 5 à Santiago (3 millions d'hab.) avec des consommations unitaires de 30 à 330 m³/j/ha. Cette méthode conduit par la suite à une grande simplification dans les projections (quelles zones ?) et dans les calculs des réseaux (quelle surface et de quel type ?).

Cet exemple montre qu'il faut utiliser plus l'interprétation de ce qu'une ville ou une région nous montre que la bibliographie internationale. Ce qu'il faut transférer ce sont les bases de réflexion d'une adaptation aux conditions locales plutôt que des recettes toutes faites ou des abaques applicables dans des pays développés.

Exemple positif : la filiale à 50 % marocaine mais à personnel à 100 % marocain de Coyne et Bellier à Rabat en matière de barrages. Le transfert a duré environ 10 ans.

Présence de durées de 1 à 3 ans des ingénieurs marocains au siège.

Envoi pour 5 à 6 ans d'un bon projeteur français pour former les dessinateurs et projeteurs sur place.

Résultat : Ingéma fait de bons projets presque toute seule au Maroc (elle fait appel à des experts si nécessaire) et a commencé même une activité à l'étranger (Yémen).

M. TENIERE-BUCHOT

Merci beaucoup, Madame. Je crois me faire l'écho de l'assistance pour vous remercier de votre exposé plein de charme, très intelligent et roboratif. Y a-t-il des questions sur l'exposé de Mme MARES?

M. DEUTSCH

J'étais, il y a 2 semaines, en mission en Afrique noire; j'ai subi un gros choc dans la mesure où l'ampleur des problèmes d'assainissement est énorme, et que les moyens qui sont mis en face sont minimes, pratiquement inexistantes. A partir de là, j'ai une information et une question : je suis totalement d'accord pour dire qu'on ne doit pas exporter la technique telle qu'on l'a mise au point ici en France, ou dans d'autres pays industrialisés. Il faut se raccrocher au terrain tel qu'on le voit sous la pluie ou le soleil. Ceci dit, des avancées ont été faites et on dispose notamment dans une thèse faite à l'O.R.S.T.O.M. dans le cadre du Laboratoire d'Hydrologie Mathématique de Montpellier, d'éléments sur la pluviométrie en Afrique Sahélienne qui peuvent être utilisés pour les projets d'assainissement.

Une question : j'étais là-bas dans le cadre d'un groupe de travail sur l'assainissement en Afrique Sahélienne, et après ce que j'ai vu, j'ai conclu : l'inondation par les eaux pluviales, ce n'est pas vraiment votre problème, ne faut-il pas traiter les eaux pluviales dans le cadre général de l'assainis-

Discussion sur l'exposé de Madame A. MARES

sement, et penser par exemple à des solutions de récupération des eaux pluviales pour d'autres usages. Je voudrais avoir ton avis ?

Mme MARES

Je vais essayer de répondre. En premier lieu, bien entendu, le problème n'est pas celui de la connaissance de la pluie, puisque l'on dispose maintenant de 35 à 40 ans de mesures sur les aéroports. La question posée est celle de la "solution assainissement". Dans le sud de la Tunisie, au Maroc aussi, dans des zones pauvres en eau, il y a de vastes programmes de retenues collinaires en vue de réinjecter l'eau dans la nappe.

On essaie de perdre le moins possible d'eau pluviale. Je répond donc à la question : ça se fait déjà.

M. TENIERE BUCHOT

Une autre question ?

M. X...

Je voudrais préciser 2 points : lorsqu'on fait un schéma directeur, on s'intéresse aux bassins amont, et c'est assez irresponsable pour un technicien de ne s'intéresser qu'au bassin urbain. Ensuite, quand on applique les méthodes dites "CAQUOT" en Afrique, on peut le faire de façon adaptée, en utilisant une sorte de clef qui figure dans la circulaire, et qui permet de tenir compte de la pluie locale. Il est bien entendu exclu d'appliquer telle quelle une formule parisienne. Enfin, pour revenir à l'économie, on se rend compte quand on fait des projets dans les pays pauvres qu'on arrive à des montants extrêmement importants, et c'est, à ce moment là que se pose la question de la période de retour, d'une façon assez particulière, c'est à dire qu'on devient très modeste sur le degré de protection, au vu des montants exorbitants.

M. TENIERE BUCHOT

Merci à tous les orateurs, et à ceux qui les ont écoutés et ont posé des questions.

Monsieur G. MAURIN**Président de la Société Hydrotechnique de France****ALLOCUTION**

Je voudrais dire quelques mots, je me présente :

Je suis le Président de votre Société, vous avez plus souvent affaire à M. CASENAVE, ou aux Présidents de section, et ici aux Présidents de séance. Je voudrais vous dire l'intérêt que je porte à cette réunion. J'ai pu y venir un peu hier et en fin de matinée. Tous les efforts de nos responsables portent actuellement sur le financement de notre Société afin de pouvoir continuer à faire, dans les meilleures conditions pour les membres, des réunions de ce genre qui sont, je pense, très fructueuses. La SHF était une société savante, elle est devenue une société dite scientifique, mais elle est avant tout un lieu de rencontre pour que les spécialistes puissent échanger leurs idées, notamment dans des réunions comme celle-ci, faire avancer la science et contribuer à l'économie de nos collectivités et de notre pays. Je vous souhaite une bonne après-midi.

Quatrième
séance

Prospectives

et

analogies

Monsieur A. MARCHAND**PRESIDENT DE SEANCE****Directeur Général des Services Techniques du District de l'Agglomération Nancéienne**

Merci, Monsieur le Président.

Mesdames, Messieurs, tout d'abord je dois vous féliciter d'être aussi nombreux à la fin de ces deux journées et je pense que, du reste, vous n'avez pas perdu votre temps, puisque les conférences dont vous avez les résumés m'apparaissent d'importance primordiale. En ce qui concerne la fonction que j'occupe, j'ai à la fois deux "casquettes" : l'une de concepteur de réseaux (eau, assainissement et autres), l'autre de gestionnaire du Service Public d'une Collectivité. Je dispose donc d'un point de vue double non-entaché, dirais-je, d'une spécialisation, mais au contraire d'une pluridisciplinarité, puisqu'en dehors des responsabilités déjà citées, j'anime d'autres services tels que urbanisme, voirie, infrastructures, ... etc. L'expérience que je possède un peu, de ces activités, m'apporte une

vision spécifique sur les questions d'assainissement.

Je dirais d'ailleurs, que ces problèmes m'ont passionné et ont également passionné l'équipe des Services Techniques du District de l'agglomération nancéienne, qui travaille en partenariat, depuis de nombreuses années, avec des universitaires, de gros industriels sur le plan national et même international.

A cela, une raison à l'origine : Nancy a subi des inondations (comme d'autres villes) nées de l'insuffisance des réseaux, d'une part, et d'un ruissellement non-contrôlé provenant d'une importante urbanisation en couronne autour de Nancy, d'autre part. Il faut savoir que cette région est climatiquement continentale, donc régulièrement soumise à des orages. Nous avons ainsi été confrontés, très tôt, à ce type de problème, que nous avons progressivement résolu avec une volonté farouche et beaucoup de continuité, grâce aussi à la prise de conscience du pouvoir politique local.

Puisque cet après-midi nous allons parler prospective et analogie, la prospective m'apparaît être un grand programme à développer, que les acteurs de l'aménagement et les techniciens doivent faire "passer" dans les esprits. Monsieur SOTTY, qui est Ingénieur - Chef de la Division Informatique et Hydraulique de l'Assainissement à la Ville de Marseille, ainsi que son collègue Monsieur DESHONS, vont nous exposer le grand programme que la Ville de Marseille entend mettre en oeuvre pour ces problèmes de protection de "l'environnement". Le titre de cette conférence évoque la fréquence décennale, mais son contenu va jusqu'à considérer des fréquences décennales ; bref, l'ambition est vaste. A Nancy, nous n'osons pas aller jusqu'à ces perspectives, mais vous nous expliquerez, Monsieur SOTTY, pourquoi vous allez jusqu'à considérer des périodes de retour de 10.000 ans ? Quoi qu'il en soit, la Ville de Marseille - actuellement en butte à des critiques sans doute injustifiées dans certains domaines - est, au plan de sa protection civile, tout-à-fait remarquable dans la structure mise en place, rassemblant des techniciens de toutes disciplines sous l'autorité municipale. Il existe donc, à la Ville de Marseille, une véritable direction technique mobilisant aussi bien les Services de l'Etat, les sapeurs-pompiers marins et d'autres en cas de catastrophe. Ainsi, lorsqu'on parle de "plan de protection", à Marseille, on sait de quoi il retourne.

Monsieur SOTTY, je vous donne la parole.